

# L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

## une menace et un obstacle à une république démocratique, laïque et sociale

De 1848, nous retenons les sanglantes journées de juin, la répression par le général Cavaignac à la tête des gardes nationaux du peuple ouvrier de Paris, Auguste Blanqui l'inventeur en France du terme " libre penseur " (1), la naissance de la Libre Pensée, le *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx, la proclamation de la Deuxième République, dont le préambule constitutionnel précise qu'elle est proclamée en présence de Dieu et au nom du peuple français (2), alliance de la liberté et de la religion : c'est l'apogée du catholicisme libéral, du catholicisme social (2).

Si l'on se réfère à ce qu'écrit Catherine Kintzler : " *L'objet politique n'est légitime que par une rupture avec le modèle du sacré. C'est pourquoi l'instruction est un devoir de la puissance publique ; devoir paradoxal puisque la puissance publique y organise l'indépendance du domaine épistémologique. Une république doit avoir assez de sagesse et de grandeur pour ne pas se présenter elle-même comme credo et comme doctrine.* " (3).

Cette Seconde République n'était assurément ni légitime, ni sage, ni grande, encore moins laïque !

Pourtant, aujourd'hui, l'enseignement agricole, institué par le décret du 3 octobre 1848, se réclame de cette révolution de 1848, de cette république catholique sociale, bénie par le clergé – cf. *Parlons-en*, revue de la DGER n°108, p.5.

### **Pourquoi et comment cet archaïsme institutionnel du système éducatif français perdure-t-il et voit ses effectifs augmenter chaque année?**

» D'abord parce que c'est un laboratoire vivant, entretenu par le contribuable, de la professionnalisation du futur système de l'éducation nationale, au service des entreprises pour le fonctionnement du techno-capital. Ensuite parce que, depuis sa création en 1848, à l'initiative de Touret, agronome et polytechnicien, cet enseignement est dirigé par des ingénieurs serviteurs dociles de l'armée, des " *Homo-Technicus* " (4) et par des catholiques souvent, des chrétiens très souvent. Les jésuites et les pères du Saint-Esprit fondèrent les écoles de Beauvais, d'Angers et de Toulouse.

Même si, aujourd'hui, les appartenances confessionnelles ne sont plus autant marquées, il n'en demeure pas moins vrai que l'esprit demeure et que le slogan de combat, de mission et d'évangélisation de la JAC (Jeunesse agricole catholique) " *Voir, juger, agir* " est toujours d'actualité (5) dans cet enseignement public. Ce slogan, surtout après la guerre de 1939-1945, a permis le développement capitaliste et économiciste du monde agricole par le dispositif d'enseignement agricole, les chambres d'agriculture, les ingénieurs et techniciens, faisant passer la population d'actifs agricoles d'environ cinq millions à moins d'un aujourd'hui. Ce slogan est plus que jamais au centre des techniques d'enseignement qui placent justement l'homme au centre, en référence à l'humanisme chrétien, l'homme, non le citoyen au sens politique.

Il existe même au sein de ce laboratoire à échelle humaine un CEP (centre d'expérimentation pédagogique) où l'on crée, invente et teste des pédagogies, dites innovantes, portant les noms séduisants ou barbares d'études du milieu, entraînement mental, gestion mentale, analyse transactionnelle et, bien sûr, l'incontournable PNL (programmation neuro-linguistique), qui

composent ce qui remplace le français, les TEC (techniques d'expression et de communication).

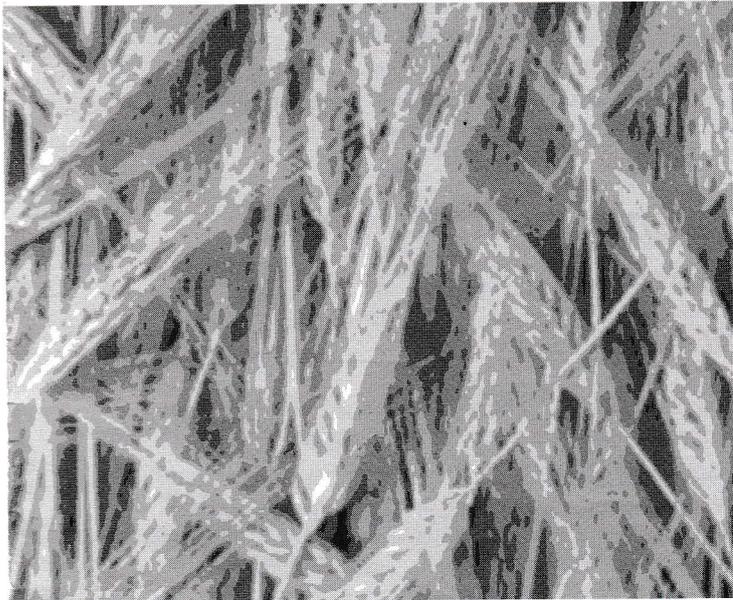
Depuis 1984, une loi, dite loi Rocard, portait rénovation de l'enseignement agricole, lui fixait quatre objets et trois missions. Cette loi a permis, entre autres, le financement avec des fonds publics des établissements privés, elle a " cassé " le référent national du diplôme, en instituant le contrôle continu en cours de formation, dont Catherine Kintzler dit qu'il est juridiquement discutable – l'enseignant étant juge et partie – et pédagogiquement insoutenable parce qu'invitant les élèves à la docilité, à la servilité. Enfin et ce n'est pas le moins important, cette loi a facilité une méthode d'enseignement gravissime et dommageable pour la démocratie, la pédagogie par objectifs, dont Jacques Muglioni disait qu'elle vidait l'enseignement de ses contenus et était incompatible avec l'idée républicaine (6).

Cette pédagogie issue du behaviorisme, contemporain du taylorisme aux Etats-Unis, est à l'origine de la psychologie de réaction et du comportementalisme qui vise tout, sauf à une initiation à la liberté par la connaissance, qui permet de comprendre, donc de pouvoir faire des choix individuels et collectifs. Mais lisons Jacques Muglioni : " *Si, en effet, l'éducation est conçue en fonction d'une situation donnée, d'un type de société ou de régime, elle ne peut proposer que des objectifs à atteindre sous la forme de comportements adaptés. Cet empirisme éducatif n'a d'autre projet que la socialisation, la conformité à un type d'homme identifiable, uniquement d'après son appartenance. [...] D'une façon générale, une éducation qui se donne des objectifs n'utilise pas seulement le langage, mais encore les techniques de la stratégie. Cette conception militaire de l'éducation aboutit au dressage...* " (7). >>>

## Mais ce dressage, dans quelle intention, pour quelle finalité ?

Parce que le libéralisme économique, l'économisme, le capitalisme, cette " mégamachine " (8), comme l'appelle Serge Latouche, qui produit *La Planète des naufragés* (9) pour continuer son expansion illimitée, de par ses lois d'accumulation coercitives (croissance, productivité, concurrence etc.), doit en permanence déculturer et supprimer les réglementations et protections, tant au niveau des appareils étatiques que des individus et c'est cela qui entraîne, non pas la perte du lien social, mais la désaffection du politique, du sens et du vouloir vivre ensemble, protégé par les lois.

Les maîtres d'œuvre de cette machinerie " pédagogisante " veulent des fonctionnaires asservis qui dressent les futurs consommateurs-objets au détriment des utilisateurs-sujets. Dans cet enseignement techniciste (surtout pour les matières générales), rationalisé et instrumenta-



lisé, les notions de réflexion, d'analyse critique, de dialectique, d'explication ou de compréhension sont considérés comme rétrogrades, voire subversifs. Les objectifs à traiter sont " cadrés " régulièrement par des circulaires administratives, ce qui fait dire à certains, dans un éclair de lucidité – plus de révolte – que, sous peu, l'administration fournira les cours qu'un " emploi jeune " pourra dicter aux élèves !

Un simple questionnement est synonyme d'insubordination et, souvent, reste sans réponse, celui qui questionne étant considéré comme " déviant ", anormal, puisque cet enseignement pratique le normatif qui s'apparente plutôt au totalitarisme, parce que, encore une fois, " l'école de l'Etat, entendons : instituée par la République, n'est pas une école d'Etat, entendons : asservie au pouvoir en place " (10).

Dans cet univers qui n'a plus grand-chose à voir avec l'école libératrice, c'est la hiérarchie qui est détentrice de la " chose pédagogisante " à tel point que, dans l'enseignement agricole, il n'existe pas de note d'inspection pédagogique, ce qui revient à dire que les inspecteurs sont des administratifs qui ont placé la pédagogie sous tutelle, sous contrôle et que leurs inspections sont *stricto sensu* des inspections disciplinaires qui visent à contrôler le degré de docilité et de servilité du technicien dresseur à ce qui a été décidé de ce qui était bon,

ou mauvais, à distribuer aux récepteurs passifs – les élèves –, décision qui a été prise sans lui, donc contre lui.

En conclusion, cet enseignement ne prépare pas à une citoyenneté éclairée, active et libre, consubstantielle à une république laïque, démocratique et sociale, mais revendique la territorialisation, l'autonomie et la gestion propre de ses établissements. Mais, derrière la territorialisation, se dessinent d'autres formes d'organisation politique, tout aussi redoutables pour la démocratie, comme la régionalisation, l'Europe des régions, la charte des langues régionales et minoritaires, le traité de Maastricht avec, en son sein, le principe clérical de subsidiarité, les Etats subsidiaires et les corporatismes, les syndicats cogestionnaires de l'ordre financier en place, la DSE (doctrine sociale de l'Eglise), organisation au service de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), grand régulateur des marchés financiers, nouvelle divinité dont les grands prêtres – les experts – ne sont finalement que des marchands de salades économiques (11).

Des territoires, comme lieux identitaires, aux marchés financiers, se dessine la toile de fond complexe des interdépendances des " constituants " du, des réseaux de l'entreprise réticulaire mondialisée à l'œuvre, si magnifiquement décrite par Philippe Forget et Gilles Polycarpe, dans *Le Réseau et l'Infini* (12).

Depuis 1848, l'enseignement agricole a toujours accompagné, stimulé, anticipé le développement économique qui, non seulement, a vidé les campagnes mais continue, aujourd'hui, à décerveler les agents qui travaillent pour lui et servent de cobayes vivants pour la pédagogie par objectifs, mutilante, antirépublicaine, totalement au service de la réification forcenée, nécessaire au productivisme, à l'industrialisme et à l'informatisation de l'humanité, dans le prolongement du modèle socio-sacerdotal saint-simonien (13) de la religion de la science.

### ANTISTHENE

- (1) **Edouard Boeglin** : *Anarchistes, francs maçons et autres combattants de la liberté*, p.195, B. Leprince 1998.
- (2) **Philippe Vigier** : *La Seconde République*, p. 14, PUF 1996.
- (3) **Catherine Kintzler** : *La République en question*, p. 142, Minerve 1996.
- (4) **Pierre Thuillier** : *La Grande Implosion*, p. 231, Fayard 1995.
- (5) **Séminaire de St-Sabin** : *Des paysans qui ont osé*, p. 12, FPH 1993.
- (6) **Jacques Muglioni** : *L'Ecole ou le loisir de penser*, p. 38, CNDP 1993.
- (7) **IBLD** p. 38.
- (8) **Serge Latouche** : *La Mégamachine*, La Découverte 1993.
- (9) **Serge Latouche** : *La Planète des naufragés*, La Découverte 1993.
- (10) **Jacques Muglioni** : *Op. cit.* p. 37.
- (11) **Bernard Maris** : *Lettre ouverte aux gourous de l'économie*, p. 189, Albin Michel 1999.
- (12) **P. Forget et G. Polycarpe** : *Le Réseau et l'Infini*, Economica 1997.
- (13) **Arnaud Mattelart** : *Histoire de l'utopie planétaire*, p. 50, La Découverte 1999.